

La dernière interview d'Omar Benjelloun

« LES SAHARAIS SONT DES PEUPLES LIBRES »

(Suite de la page 1)

L'HISTOIRE DU PEUPLE

Libération. Quelle est la légitimité historique du Maroc sur le Sahara occidental ?

Omar Benjelloun. Il n'y a rien à prouver. Le Sahara, c'est notre identité même. C'est le Maroc-Sud. Il n'y a pas à prouver que l'Occident ait françaisé.

— C'est presque un argument d'Hassan II. Et puis, les Occidentaux commencent à réviser leur autonomie.

— Nous n'en sommes pas à ce stade. Vous, les marxistes européens, vous lisez trop souvent l'histoire des peuples à travers la votre. Je vous expliquerai une entité nationale en y plaçant automatiquement la notion de territoire, c'est tomber dans la logique du colonisateur. Allal el-Fassi (de l'Istiqlal) revendiquait l'empire saadien du XVI^e siècle : c'est comme revendiquer l'empire napoléonien. Quant à Laroui, notre historien, que vous considérez sèchement comme notre caution gauchiste puisqu'il publie chez Maspero, il se démente dans les notions écoulées d'allégeance au pouvoir central. Ce n'est pas le problème à mon avis. Nous pourrions aussi revendiquer tous les Saharas puisque les tribus nomades reconnaissent l'autorité religieuse du sultan. A l'époque, l'Algérie et la Tunisie étaient turques et les Saharais nous voulaient pas faire allégeance à l'étranger.

— C'est la résistance au colonialisme qui a cristallisé chez nous au Maghreb, en Afrique, l'idée nationale. Ça, c'est la notion dynamique, révolutionnaire de l'histoire, celle qui fait le peuple. Je me moque que les dynasties marocaines soient toutes venues du Sud. Dans ce sens, ce serait plutôt aux Saharais à revendiquer le Maroc. Faux problème ! Pour le pouvoir central s'affaiblissant, les principautés appaissaient. Puis une d'elles l'emportait sur le maghzen et devenait le maghzen.

— Les Marocains ont commencé à penser Maroc quand ils ont eu à se battre contre les Européens. La résistance a débuté et fut la plus acharnée là où les Espagnols et les Français débarquèrent. Précisément dans le Sahara occidental, avec M'El-Aïnou, peu après 1900, puis dans le Rif, avec Abdel Krim. Tous deux s'opposèrent d'ailleurs au sultan parce que c'était un collaborateur des romains — M'El-Aïnou, lui, prit même Marrakech. Ce sont nos premiers patriotes. C'est pourquoi le Sakiet-el-Amra et la ville de Smara sont pour nous sacrés.

L'ARMÉE DE LIBÉRATION

— Qu'est-ce qui prouve que les Saharais, en luttant contre le colonialisme, se sentaient Marocains ?

— Parce qu'il n'y a pas eu de résistances : une marocaine et une saharaine, mais un seul et unique mouvement populaire de résistance. Il se concrétisa organisationnellement en 1954 dans l'A.L.N., l'Armée de libération nationale, qui naquit en même temps que sa sœur algérienne. Dans cette armée il y avait des Marocains du Nord comme du Sud, il y avait le bataillon de Tanger-La Gueira. C'est de cet instant que date le Maroc d'aujourd'hui. Lorsque Mohamed V remonta sur le trône, en 1956, il dut tenir compte du sentiment des masses qu'exprimait la gauche. Il envoya l'A.L.N. au Sahara pour libérer le pays de territoire encore sous domination espagnole.



Omar Benjelloun, il y a une dizaine d'années, avant les prisons et les tortures. (Photo SIPA Press)

Le Sahara passa entièrement sous contrôle de l'A.L.N. Mais le roi, qui la redoutait, manœuvra pour s'en débarrasser. Il fit complaire de l'opération « Escouffon » grâce à laquelle l'Espagne récupéra en 1957 le Sahara avec l'aide de l'armée Française d'Algérie. En 1959, le palais faisait arrêter les survivants. C'est le tournant. La monarchie reprend son vrai visage. Elle n'a jamais eu qu'une préoccupation : son pouvoir, qu'un moyen : la collaboration avec l'impérialisme. Le drapeau de l'indépendance nationale c'est à nous qu'il a toujours échoué. Du début jusqu'à aujourd'hui.

LA COLLABORATION

— A l'heure actuelle, pour le peuple, c'est plutôt Hassan qui fait figure de libérateur et, pour l'opinion progressiste internationale, vous semblez en être les compléaires.

— C'est encore une chose qu'un Européen ne peut pas comprendre : le processus de notre collaboration actuelle. Ce qu'il faut le mettre dans le crâne c'est que, pour la première fois dans l'histoire de la gauche, notre tactique n'est pas en contradiction avec nos objectifs et nos principes. Nous n'avons pas à concilier la libération du Sud et la révolution politique et sociale : c'est un seul et même problème, comme il y a vingt ans.

Pendant des années, nous avons été muselés : un tiers des nôtres en prison, l'autre tiers en exil, le troisième en surris. Le pays couvrait dans un immobilité totale. L'affaire du Sahara crée une dynamique nouvelle. Nous ne nous battons pas que pour des fron-

tières définitives. Maintenant le peuple se remet à parler, se mobilise. Ça ne lui était pas arrivé depuis l'indépendance. Il y reprend goût. En un an et demi, depuis qu'Hassan nous a relâchés parce qu'il avait besoin de nous, notre mouvement s'est refait, avec presse, meetings, les jeunes nous rejoignent, nous progressons qualitativement aussi bien dans les foyers que dans les usines et dans certaines régions rurales. Les partis d'opposition forment maintenant un front qui est en mesure d'exiger une démocratisation réelle du régime avec élections et participation au pouvoir.

— Le premier bénéficiaire en est tout de même le roi qui était totalement isolé en 1973 après les deux coups d'Etat militaires et les grandes grèves.

— Bien sûr qu'il en fait son profit, mais nous aussi. C'est un jeu subtil. Nous demandons le maximum, quitte à obtenir provisoirement moins. Quand Hassan a envisagé un référendum au Sahara, nous avons obtenu qu'il change d'avis et parle de libération nationale. Nous avons demandé qu'elle se fasse par un mouvement populaire armé. Il a dévié cela en marche pacifique, mais il a été contraint d'armer l'armée en laquelle il n'avait plus confiance. C'est un atout redoutable contre le régime. C'est le début d'un engrènement.

LA PACIFICATION

— D'après des observateurs étrangers, votre armée aurait entamé au Sahara quelque chose qui ressemble à un génocide. On peut se demander

alors si vous ne préparez pas les conditions d'une transformation au Nord sur le dos des masses saharaises. N'avez pas peur que la gauche marocaine en sorte diabolisée ?

— C'était le risque. Une armée populaire serait entrée au Sahara en faisant une campagne d'explication. Depuis la participation des forces royales à la guerre du Ramadan, sur le Golin, on connaît leur réputation de ne pas faire de prisonniers. C'est vrai qu'actuellement l'armée se livre au Sahara à une véritable « pacification ».

— Au sens colonial ?

— Il n'y a pas d'autre sens. On ne fait pas d'omlette sans casser d'œufs. Au stade où nous sommes, nous ne pouvons plus reculer. Tu ne peux pas savoir l'importance émotionnelle qu'a pour nous le mot « at-tahiri » que l'on traduit très imparfaitement par le mot « libération ». Récupérer le Sahara, c'est une des données de notre raison de vivre. Même si ça devait renforcer provisoirement la féodalité, je dirais, à l'extrême, que je m'en fous. La féodalité passera, le Sahara restera.

— Et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

— Quel peuple ? Depuis quand 60.000 personnes forment-elles un peuple ? C'est à peine la population d'une sous-préfecture. Elle se balade de surcroît de part et d'autre de trois frontières.

LE GATEAU AFRICAIN

— Et le Front Polisario ?

— Nous y voilà. Les dirigeants du Polisario sont les fils de l'ex. A.L.N. Ils ont fait leurs études à Rabat, ils ont milité à l'UNEM et à l'UNFP. A l'époque, ils ne demandaient qu'à intégrer. Quand il y eut la vague d'arrivées de 1973, ils se sont réfugiés en Algérie comme bien d'autres Marocains, mais un peu tard. Cette fois-ci elle met elle-même le train en marche.

C'est même plus subtil encore. Le Polisario est une création commune de l'Algérie et de l'Ogpus Des. Ils étaient partenaires économiques depuis longtemps. Ça remonte à Lopez Bravo. Un Etat fantôme leur aurait permis d'exploiter le sous-sol en commun impunément. L'Espagne a même encouragé ses harkis à rejoindre la rébellion. L'Algérie l'a équipée en Land-Rovers et en cadres militaires.

— Tu as des preuves pour les cadres ?

— C'est évident. D'où les dirigeants du Polisario tiendraient-ils leur expérience militaire ? Si on avait laissé faire, dans dix ans le Sahara occidental devenait la 31^e Wilaya algérienne.

— Comment expliquez-vous que le Maroc soit devenu ce qu'il est maintenant essentiellement par des Etats réactionnaires ?

— L'Algérie aussi a eu leur appui dans sa lutte de libération.

UN AMOUR DEÇU

— D'où te vient cette acrimoine envers l'Algérie, alors qu'en 1963 l'UNFP prenait position contre Hassan dans le conflit algéro-marocain ?

— C'est l'histoire d'un amour déçu.

Nous avons eu foi dans la révolution algérienne. Nous pensions profondément que le Maghreb des peuples pourrait se faire sous son impulsion. Moi qui suis d'Oujda, je peux te dire qu'en 1962 je me suis senti aussi Algérien que Marocain. Mais depuis, quelle métamorphose ! Leur bourgeoisie n'a plus rien à envier à la nôtre, leur police à la nôtre, leur petit dictateur au nôtre. Ils se sont acquiescés à l'impérialisme mondial autant que nos compadres. Ils ont fait la paix avec Hassan pour ménager leurs intérêts de classe. Ils ont livré à Oukil nos militants réfugiés chez eux. C'est une infamie qu'on ne peut pas pardonner.

La seule manière positive de jeter les bases d'un Maghreb uni, c'était l'exploitation commune des ressources sahariennes : la ville libre française de l'OCHS, mais au profit du Maghreb. C'est dans cet esprit que nous avons convaincu Mohamed V de ne pas récupérer Tindouf et le fer de Gars-Djibeli que lui proposait la France avant l'indépendance algérienne. Nous avons reproposé une coopération en 1967, deux ans après la découverte du phosphore de Bou Craa qui nous revient légitimement. On ne peut donc pas nous accuser de dire comme Djihad : « Ce qui est à toi est à moi, ce qui est à moi est à moi ». L'Algérie et le Maroc négocieront régulièrement jusqu'en 1973. Et puis brusquement la position de l'Algérie se figea. Pourquoi ? Ce n'est pas clair encore. Je pense que cela correspond au moment où l'Algérie devint le leader des non-alignés, la présentation de jouer un rôle hégémonique. Mais on ne peut pas faire un Maghreb uni avec des partenaires ingénu.

— 1973 c'est aussi l'année de la guérilla avortée des Basriates, elle active de l'UNFP. Ils étaient partis d'Algérie. On peut l'interpréter comme un soutien à cette dernière à la lutte contre votre réaction.

LE PARI

— Si l'y a des gens qui peuvent s'enorgueillir d'avoir combattu votre réaction, c'est bien nous, pas Boumédiène ni Abdelmalik. Parmi nous il y a en effet nos camarades Basriates. Nous n'étions pas d'accord avec leurs méthodes mais nous sommes solidaires de leurs idéaux. Tu as fait allusion là à une époque très sombre de notre mouvement. Nous étions des boy-scouts. Nous avions fait du sport, politiquement et militairement. Parce que nous avions dissocié le politique du militaire. C'était une erreur stratégique grave.

Aujourd'hui nous retrouvons une chance, une inspiration de les conjuguer. Une chance, pas une certitude. Peut-être sommes-nous déjà floués. Peut-être apprendra-t-on un de ces jours qu'Hassan et Boumédiène se sont réconciliés, que nous aurons vu celui des Saharais. Peut-être qu'on contraindra l'armée et la gauche vont se trouver unies comme au Portugal. Rien n'est joué. Je ne sais pas si l'agence d'un parti. Je sais que le mouvement révolutionnaire international nous observe et se pose des questions. Ma première réaction est de dire : laissez-nous tranquilles, vous ne saurez jamais combien nous avons souffert de l'absence d'impulsion jusqu'à aujourd'hui, nous cherchons un moyen de nous en sortir. Mais je me reprends et je pense : c'est dur, c'est dur, c'est dur. Je ne suis pas sûr que nous trompons, les peuples jugeront.

Propos recueillis par Jean-Louis HURST